



AMBASSADE DE FRANCE EN AUSTRALIE
SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

BREVES ECONOMIQUES DU 19 AU 25 AVRIL 2019

AUSTRALIE

Le taux de chômage reste stable à 5% en mars 2019. Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 5% en mars 2019, tandis que le taux d'activité a également augmenté de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 65,7%. Sources : [ABS](#), [AFR](#)

Baisse de la confiance des chefs d'entreprise dans l'économie australienne. Les derniers résultats de l'indice de confiance de l'*Australian Institute of Company Directors* ont montré un sentiment général négatif pour la première fois en 18 mois en raison notamment du pessimisme sur la trajectoire de l'économie australienne et mondiale. Source : [The Australian](#)

Le budget pourrait s'équilibrer avant les élections. La diminution des dépenses du gouvernement et la hausse des recettes réduisent rapidement le déficit du budget fédéral et pourraient laisser au vainqueur des élections un budget équilibré pour l'exercice financier 2018-2019, douze mois plus tôt que prévu. Source : [AFR](#)

Forte augmentation du montant des fonds quittant l'Australie pour l'étranger. Le pays a enregistré une hausse de 8% des fonds transférés hors du pays en 2018, notamment pour le Luxembourg, Singapour, la Suisse et la Chine. Les raisons pourraient inclure les changements démographiques et l'augmentation de l'activité économique, financière et commerciale. Source : [The Australian](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation s'élève à 1,5% pour l'année passée. Entre mars 2018 et mars 2019, cette augmentation a été tirée principalement par la hausse des prix du logement, qui s'est établie à 3%. Les prix qui ont le plus diminué sont ceux des communications, avec une diminution de 3,7%, et de 23% pour les équipements de télécommunications. Source : [Stats NZ](#)

Le Gouvernement néo-zélandais réfléchit à la mise en place d'un « test d'intérêt national » pour renforcer les règles en matière d'investissements étrangers. S'inscrivant dans les discussions pour réformer l'*Overseas Investment Act*, le test pourrait bloquer des transactions qui soulèveraient des problèmes de sécurité. Des consultations publiques ont été lancées par le Ministre délégué aux Finances pour la seconde phase de réforme. Source : [Newsroom](#)

La taxation sur les plus-values du capital (*capital gains tax*) ne sera pas mise en œuvre. Préconisée par le groupe de travail sur les questions fiscales en février, l'imposition devait concerner plusieurs types d'actifs comme les terrains non bâtis, les investissements immobiliers, les actions et dividendes, la propriété intellectuelle et les actifs commerciaux. La Première ministre a indiqué qu'aucun consensus n'avait été trouvé au sein du Gouvernement pour appliquer cette mesure. Sources : [NZ Govt](#), [Stuff](#), [NZ Herald](#)

PACIFIQUE

La Banque asiatique de développement apporte son soutien aux projets d'énergie renouvelable du Pacifique. La BASD a approuvé un mécanisme-cadre d'un montant maximal de 100 M USD, qui fournira un soutien financier pour surmonter les obstacles aux investissements privés dans les énergies renouvelables dans les pays insulaires du Pacifique. *Sources : [BAD](#), [RNZ](#)*

Les Samoa américaines doivent diversifier leur économie ou faire face à un désastre économique selon un rapport du Gouvernement. Avec la fermeture de la dernière conserverie de thon, l'économie des Samoa américaines risque de s'enfoncer dans une récession profonde et irrécupérable, alors qu'elle s'appuyait sur les fonds fédéraux et les conserveries de thon. *Source : [RNZ](#)*

Tonga reçoit une subvention de 10 M USD par la Banque Mondiale pour la gestion de la pêche. Pays dépendant du secteur de la pêche, l'amélioration de la soutenabilité des stocks de poissons du pays est vitale pour la prospérité économique du pays selon le Ministre de la pêche. 82% des familles à Tonga sont concernées par la pêche au récif. *Sources : [RNZ](#), [Pina](#)*

La Banque centrale des Îles Salomon prend des mesures pour réduire les risques du système financier. Les trois principales mesures sont axées sur l'application stricte des normes prudentielles en vigueur, la gouvernance d'entreprise et les risques opérationnels. La banque centrale a également demandé aux institutions financières de renforcer leur cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. *Source : [Pina](#)*